

peut plus revenir en arrière. Elle a posé sa démission, renoncé à ses primes, signé un nouveau contrat et vendu ses meubles. Ses maigres affaires, elle pense d'abord les stocker dans un box, mais elle est empêchée par le prix prohibitif. « Il ne fallait pas que je lâche. Ça m'a fait peur car je n'avais pas envie d'avoir des dettes. »

« Superman »

Fatima Belala sait que son salaire seul ne lui permet aucun superflu. « Tant que je peux, je vais faire des heures supplémentaires » dit-elle. « Un cercle vicieux, assure Éric Lacoudre, car il y a un risque d'épuisement, de fatigue. Le corps est un outil de

conditions de travail. » Aussi, outre ses compétences d'infirmière, elle est devenue, comme la cadre de santé et la direction, docteur ès qualité en équilibre de planning. « Un été, j'ai signé jusqu'à 800 contrats, pour quelques heures quelquefois » souffle Éric Lacoudre. « C'est compliqué, confirme Valérie Morlet, car à

conditions de travail. » Aussi, outre ses compétences d'infirmière, elle est devenue, comme la cadre de santé et la direction, docteur ès qualité en équilibre de planning. « Un été, j'ai signé jusqu'à 800 contrats, pour quelques heures quelquefois » souffle Éric Lacoudre. « C'est compliqué, confirme Valérie Morlet, car à

augmente de 1,2 %. Un manque à gagner qui se porte à 140 000 euros, soit l'équivalent de trois postes. « L'équipe est dynamique, y croit, c'est une belle richesse ». De quoi donner la pêche à Valérie Morlet. « Si j'ai un sourire, ça me va bien. Cinq minutes de bonheur, ça rebooste ». **K.B.**

« L'équipe est dynamique, y croit, c'est une belle richesse ». De quoi donner la pêche à Valérie Morlet. « Si j'ai un sourire, ça me va bien. Cinq minutes de bonheur, ça rebooste ». **K.B.**

Aussi, elle s'est tournée vers un service d'aide à la personne pour que, deux heures par semaine, « maman soit cocoonnée ». David Kerchenbaum n'exclut pas, un jour, de suivre l'exemple de Dominique. « On paie l'hébergement, pas tout ce qui va autour » termine-t-il. **K.B.**

Un film pour faire la promotion des métiers du grand âge



Sarah, Julie et Quentin sont étudiants en 2^e année à l'IUT d'Annecy-le-Vieux. Photo Le DL/K.B.

« Qu'est-ce que la gérontologie ? ». « Jamais entendu parler... » Le constat est sans appel. Le micro-trottoir réalisé par Julie, Sarah et Quentin, élèves en seconde année à l'IUT d'Annecy, auprès d'autres étudiants, est sans appel. Les métiers du grand âge ont beaucoup à faire pour se faire connaître. Avant même de changer d'image. Selon les interrogés, le mot « Ehpad » est encore associé à « prison » et/ou « mouvoir ».

Ce qui ne va pas faciliter le recrutement dans un métier en tension extrême. D'où l'idée de réaliser, dans le cadre d'un projet « tuto-

ré », une petite vidéo qui sera diffusée dans les salons, les forums et sur les réseaux sociaux.

« Il a été beaucoup question de contact humain »

Les métiers du grand âge, les trois étudiants connaissent pour avoir réalisé un stage obligatoire d'un mois, l'un en Ehpad, l'autre dans une structure d'aide à domicile et le dernier, dans une fondation. Eux-mêmes, ont pu corriger l'image déformée qu'ils avaient de ces métiers. « La dimension sociale et l'accompagnement de la personne

vers la fin de vie sont rarement mentionnés, à la différence des gestes techniques, du soin... »

Julie, Sarah et Quentin ont donc exposé, dans un second temps, le fruit de leur collecte aux professionnels du secteur. Le discours est radicalement différent. « Il a été beaucoup question de contact humain », disent-ils.

D'ailleurs, ces futurs managers n'écartent pas l'idée de commencer leur vie professionnelle en se frottant au terrain. Et d'être des ambassadeurs des métiers du grand âge.

K.B.

Un service d'aide à domicile contraint d'abandonner certaines missions

Les Ehpad ne sont pas les seuls à souffrir du manque de personnel. Comme le révèle le rapport El Khomri, posé en octobre dernier sur le bureau de la ministre de la Santé, tous les métiers du grand âge sont concernés. L'aide à domicile n'y échappe pas.

Joëlle Pradine dirige depuis 16 ans le service d'aide à domicile de la vallée de l'Arve, qui aide chaque jour près de 1 200 personnes de Sallanches à La Roche-sur-Foron. Non sans amertume, le conseil d'administration de cette association à but non lucratif a décidé en décembre dernier d'arrêter certaines de ses missions. « On est obligé de faire toujours plus, avec des moyens qui au mieux restent stables », déplore la directrice.

« Une crise sanitaire majeure »

Sa structure, indispensable pour tous ceux qui ne peuvent accomplir par eux-mêmes les actes de la vie courante ou dont l'état de santé nécessite une surveillance constante, est au bord du gouffre. Arrêter certaines de ses prérogatives était la seule porte de sortie possible. Mais certains en font les frais. L'accompagnement médico-social pour adultes handicapés, qui a toujours travaillé avec le service d'aide à domicile, ne pourra ainsi plus bénéficier du suivi quotidien des



En Haute-Savoie, sur les 12 000 personnes âgées bénéficiant de l'allocation personnalisée d'autonomie, 7 700 vivent à domicile. Et le vieillissement de la population continue de faire exploser la demande. Face à l'impossibilité de recruter, la directrice du service d'aide à domicile de la vallée de l'Arve, Joëlle Pradine, se dit désemparée. Photo Le DL/B.S.

professionnels de santé. Concrètement, trois handicapés qui nécessitaient des soins intensifs chaque jour devront être hospitalisés, à défaut d'une quelconque alternative.

« Nous vivons une crise sanitaire majeure, une crise matérielle, financière et morale », alerte Joëlle Pradine, qui pointe le manque d'attractivité des métiers du grand âge. Souvent payés en dessous du Smic et avec peu de perspectives d'évolution dans leur carrière, la directrice comprend que, parmi ses 180 salariés, certains quittent le navire. « Aider des personnes dépendantes est un très beau métier. Mais avec ces conditions de travail épuisantes, on maltraite le

personnel. Si nous n'arrêtons pas certaines de nos missions, on risque de tous les perdre. »

Une situation critique aggravée par le coût de la vie en Haute-Savoie. Pour les auxiliaires de vie haut-savoyards, joindre les deux bouts est très compliqué. Surtout dans une filière où 79 % des salariés sont à temps partiel. « Les montagnes et leur pouvoir d'attraction ne font pas tout », ajoute Patrick Caux, président de l'association qui coordonne l'aide à domicile. « Et encore, le conseil départemental, qui décide chaque année de la tarification que nous pouvons facturer aux bénéficiaires, a toujours suivi une certaine cohérence indispensable pour pérenniser

le métier. »

Contrairement au Département, l'État est loin d'avoir l'approbation des professionnels de l'aide à domicile.

« Il faut consacrer plus de moyens à la dépendance. La démission totale des services de l'État fait porter l'intégralité du système sur les épaules des bénévoles et des salariés », dénonce-t-il. « Il faut d'urgence une nouvelle loi. La manière dont on traite nos aînés en dit long sur une société ». Aujourd'hui, le président et la directrice du service d'aide à domicile se mobilisent pour que la situation s'améliore. « Si on ne le fait pas, qui le fera ? Les vieux ne revêtiront pas le gilet jaune... et l'État l'a bien compris.

Baptiste SAVIGNAC